

LA CONSOMMATION MAUDITE : RÉFLEXIONS SUR L'UTILISATION DE L'ARGENT ILLICITE

Bernard CASTELLI

« L'argent est plus utile que la pauvreté, ne serait-ce que pour des raisons financières. »

Woody ALLEN.

« Monsieur, dois-je comprendre que vous osez me proposer un pot-de-vin ? Combien ? »

Groucho MARX.

Contrairement à une idée assez répandue, les revenus des diverses activités issues de l'économie illégale ne se réduisent pas aux moyens et mécanismes susceptibles de dissimuler leur origine délictueuse ou criminelle. À l'instar de la lutte contemporaine contre les produits financiers de la criminalité internationale, l'accent est souvent mis sur la formation ainsi que sur les procédés de blanchiment de l'argent « sale » au détriment du thème de son emploi hors des seules sphères financières et industrielles. Si l'on sait peu ou *prou* comment est généré (et occulté) le surplus monétaire provenant des ventes de la production ou de la prestation de biens et de services formellement prohibées par les législations en vigueur dans les sociétés soumises au processus de globalisation, plus d'inconnues, de zones d'ombre demeurent en ce qui concerne l'*ex post* de la création de richesses illicites, la dépense non directement « productive » liée aux consommations légitimes que celles-ci induisent.

Nous proposons ici de dépasser cette carence en tentant non seulement de décrire les principales caractéristiques mais aussi d'analyser les logiques visibles – et sous-jacentes lorsque cela s'avère possible – du type de consommation associé à une circulation massive de moyens de paiement illicites. L'amélioration des connaissances revêt plus précisément un triple

intérêt : au-delà des ordres de grandeur difficilement mesurables en raison même de la nature clandestine, occulte des sommes potentielles à dépenser, il s'agira de souligner d'une part l'ambiguïté de certains concepts, tels que richesses ou dépenses, se situant parfois à l'intersection de la légalité et de l'illégalité. Le brouillage des frontières juridiques couplé à une opacité fonctionnelle assumée protège en effet les différentes catégories de bénéficiaires qui s'adonnent, sans état d'âme, à une consommation extensive que les différents qualificatifs utilisés peinent à restituer pleinement : prestige, ostentation, gaspillage somptuaire, etc.

En outre, les pratiques d'acquisition compulsive de biens principalement (non exclusivement) de nature matérielle transcendent par ailleurs la traditionnelle réduction opérée par l'analyse économique standard entre les besoins et les désirs. Cette dichotomie admise comme une hypothèse « naturelle » ne tient plus dès lors que le présupposé d'une double contrainte budgétaire (revenu et épargne disponibles des ménages) et financière (conditions d'accès au crédit) disparaît en quasi-totalité sous l'afflux d'argent de provenance douteuse. La finitude économique des modèles théoriques de maximisation des satisfactions battue en brèche, des préférences atypiques, même excentriques surgissent enfin autour du corps humain converti en marchandise *stricto sensu* sous la forme de consommation sexuelle ou de manipulations corporelles. La domination du pouvoir de l'argent « rapide » par le biais des marchandises et des hommes considérés comme des objets normaux de consommation s'inscrit bien dans le processus actuel de globalisation sous la forme d'une tendance à la matérialisation des désirs les plus échevelés. L'occultation de l'empreinte criminelle initiale par les dépenses de consommation représente un objectif collatéral sur la voie risquée de l'enrichissement illégal. La structuration binaire du chapitre reflète ainsi les interrogations conceptuelles et théoriques autour d'un mode spécifique de consommation échappant à des limites économiques et financières fixées *ex nihilo*. Une conclusion provisoire sur les perspectives économiques et sociales de l'utilisation de l'argent illicite dans le cadre de la globalisation achèvera notre présentation.

Apories et ambiguïtés

Comptes et mécomptes de l'argent illicite

L'étude de la consommation générée par l'argent issu de pratiques illégales se caractérise par une carence de travaux empiriques ou théoriques. Comme ces sommes sont produites à partir de l'illégalité économique (flux monétaires, capitaux), il s'avère difficile d'évaluer tant le volume que l'orientation des dépenses qui leur seraient associés. Cet obstacle à la mesure s'explique par la conjonction de plusieurs éléments inhibiteurs ou facteurs

opérationnels liés en même temps à la prohibition sociale des activités et à l'appropriation privée des recettes : rejetées dans la clandestinité, il est improbable qu'elles surgissent de manière spontanée puisque leur rentabilité supérieure dépend étroitement d'une opacité fonctionnelle. Si le *cash* ou les liquidités en attente de consommation échappent à la saisie quantitative, à l'évaluation même approximative de leur ampleur, cela est dû également au fait que la construction éventuelle d'indicateurs se heurte à l'immédiateté d'opérations risquées et opaques : la notion de temps présent s'impose en effet comme une condition de réussite financière à très court terme alors que la période – différence entre deux durées – nécessaire à l'élaboration de statistiques même frustes impose une durée différée, une extension du temps. Cette tyrannie du présent justifie l'inexistence d'avances, d'anticipations de rentrées d'argent laissant quelques traces susceptibles d'être repérées avant même d'être mesurées. En somme l'excédent de ressources disparaît aussi rapidement et discrètement qu'il a été créé !

L'impossibilité pratique de fournir des chiffres fiables n'empêche pas en revanche de dégager quelques tendances quant à l'évolution générale de l'argent illicite : même difficile à évaluer, le volume global des flux ne souffre en fait d'aucun recul en dépit du ralentissement actuel de la dynamique du capitalisme globalisé (*cf. Tableau en annexe*). Au contraire l'interdépendance accrue des économies nationales s'est accompagnée parallèlement d'une augmentation substantielle des profits de la criminalité internationale que la création et le développement de marchés non encore approvisionnés par l'offre de produits et de services illégaux ont favorisée. Si les liasses de billets « sales » continuent au départ à être blanchies selon des procédés rudimentaires, la dématérialisation généralisée de la finance emprunte par ailleurs de plus en plus de supports ou de moyens de paiement électroniques mieux à même d'estomper leur origine criminelle. La diffusion accélérée de la carte de crédit au niveau planétaire illustre à cet égard le rapprochement tangible de l'argent, quelle que soit sa licéité, avec la sphère de la consommation de plus en plus valorisée.

Comme nous l'a enseigné la chronique récente des grands scandales financiers (*B. Madoff, A. Stanford, J. Kerviel...*), le raccourcissement du temps de formation des richesses illicites, l'immédiateté des fraudes constituées, en transcendant la spécificité du champ de la finance libéralisée, s'étendent à tous les réseaux souterrains de l'économie soumis eux aussi au processus de globalisation contemporaine. La condamnation ultérieure de ces grands fraudeurs emblématiques a permis de dévoiler leur train de vie dispendieux que l'on a pu assimiler à celui de l'oligarchie financière dominante, aux super-riches (Frank R., 2010). Au-delà d'un accent légitime mis sur le déploiement d'innovations technologiques, la contraction des espaces conjuguée à l'accélération des temporalités productive ou

consommatrice influence de plus en plus nettement le rythme de production d'argent illicite et sa dépense, au point de brouiller les frontières entre la légalité et l'illégalité.

À la croisée de l'illégalité et de la légalité : la consommation

Comme pour l'argent, difficile à cerner d'un point de vue empirique ou conceptuel, la dépense qui lui est associée résiste à l'analyse. La difficulté majeure réside en fait dans le soupçon légitime que la consommation financée par la manne ne combine simultanément des formes déguisées de blanchiment ou des tentatives de légitimation sociale de capitaux douteux : en facilitant l'acquisition d'une variété de biens et de services, il serait ainsi malaisé de déterminer ce qui relève de la production ou de la consommation financée par les illégalités, de mieux différencier les actes criminels de l'utilisation de leurs profits. Loin d'être théorique, le problème se pose réellement non seulement dans la sphère juridique mais lorsque les ayants droit non criminels (bénéficiaires, usagers) sont susceptibles d'exiger que la totalité des transactions financières autour des marchandises ou des services offerts soit restituée par ignorance sincère de la provenance illégale de l'argent. À quoi peut-on attribuer cette perception confuse d'une réalité complexe ?

Tout d'abord, l'hétérogénéité incroyable des sources de *cash* ou de fonds illicites complique la possibilité de distinguer les affectations en apparence productives d'argent d'un usage à finalité consumériste. De plus, l'extension infinie des possibilités de consommer des sociétés contemporaines aide encore moins à circonscrire les domaines respectifs de la légalité et de l'illégalité. Il s'avère ainsi risqué d'interpréter certains types de consommation évoluant aux marges de l'investissement ou du blanchiment sous les seules apparences (Burin des Rosiers Ph., 1995) : l'achat d'un appartement de luxe à Cali (Colombie) répondait-il avant tout à un moyen de blanchir ou à un réel besoin de loger des familles (narcos ou non) ? Ou les deux à la fois ? L'acquisition de centres commerciaux aux États-Unis grâce à des crédits *subprimes* correspondait-elle fondamentalement à un montage financier frauduleux ou à une consommation finale légitime ? Et l'on pourrait multiplier les cas qui soulèvent de nombreuses interrogations sur le statut économique et juridique des dépenses engendrées par des fonds illégitimes.

Sur le plan conceptuel, cette dernière caractéristique a pour conséquence de nuancer la pertinence des notions traditionnelles de l'économie politique appliquées à des modes de consommation ne relevant ni d'une épargne préalable ni du crédit. Car une dépense non adossée à des revenus estampillés légitimes par la *doxa* économique remet en cause le présupposé dominant selon lequel pour pouvoir consommer en quantités variables (ou

maximiser ses satisfactions), il faut « définir » au préalable une contrainte budgétaire ou financière donnant droit aux biens et services existants sur le marché (*cf. infra*). En d'autres termes : les revenus légaux ne sont disponibles pour la consommation qu'après un processus de création de richesses ayant cours au sein de rapports économiques et sociaux légitimés par le processus de globalisation¹. L'effort soutenu d'épargne ou d'endettement précédant la dépense, le discours conformiste de l'idéologie *économiste* convertissent ainsi la consommation en récompense utile aux hommes (Radkowski G. H., 1980.). Ce qui exclut la possibilité que l'économie légale soit affectée structurellement dans sa rationalité officielle par la présence de fonds issus de la corruption ou de mécanismes frauduleux qui alimenteraient de surcroît la sphère de consommation. Le déni idéologique de financement illicite pourrait ainsi être assimilé à une forme d'anesthésie de la conscience critique, les opinions publiques ne soulevant plus aucune interrogation dérangeante autour de la soudaine puissance pécuniaire de certains acteurs globalisés. Par enchantement, la violence ou la ruse initiales ayant présidé à la constitution de fortunes tendent à se dissoudre dans le mouvement général du consumérisme planétaire.

Des bénéficiaires aux consommateurs

À la typologie des bénéficiaires, des agents qui développeraient leurs activités économiques et commerciales sous perfusion d'argent illicite, répond une classification presque en miroir de leurs principaux usagers. Bien que la séparation entre ces deux catégories demeure en réalité assez formelle, on observe plus particulièrement :

1° Des agents privés légitimes qui profitent sur le plan économique et financier de la manne illicite :

– Les entreprises industrielles aux débouchés élargis par l'accroissement des parts de marché consécutives : en sus de la production de biens durables, apparaissent également des retombées en termes de demande de marchandises haut de gamme – électronique de pointe, automobiles de luxe, filière aérienne (*jets privés*), navigation de plaisance (*yachts*), promotion immobilière *select*, artefacts architecturaux, décoration d'intérieurs, industrie de divers objets de luxe, etc.

– Les entreprises de distribution différenciées selon la clientèle : d'une part, des commerces de bas de gamme approvisionnant les marchés de biens alimentaires ou courants des segments populaires – épicerie de quartier, commerces informels de détail, magasins divers, restaurants de rue... – dont

1. Dit sous une forme interrogative : est-il possible de distinguer les formes de consommation autorisées par les richesses illicites des dépenses réalisées par les classes supérieures « honnêtes » ne bénéficiant pas de l'apport des revenus illégaux ?

la survie dépend en partie de flux permanents bien que modestes de ressources douteuses. D'autre part, des commerces haut de gamme spécialisés dans la vente de produits de luxe ou d'œuvres d'art : boutiques de haute couture, galeries d'art, concessionnaires de voitures de prestige, joailliers, magasins chics...

– Des prestataires légaux de services exclusifs pour les super-riches : les cabinets juridiques, les sociétés de tourisme (tours et séjours dans des espaces réservés – îles, espaces de détente style *gated communities...*), l'hôtellerie de luxe (*ressorts*), les entreprises de sécurité à la carte (protection rapprochée des personnes et surveillance des biens mobiliers et immobiliers), les départements de gestion des grosses fortunes de la banque privée avec en prime une multitude d'avantages matériels, les entreprises d'organisation des loisirs – sociétés d'évènements cérémoniels, organisateurs de fêtes, etc.

2° Des acteurs publics légitimes qui prélèvent, *via* une fiscalité directe ou indirecte, divers impôts sur les rentes illicites :

– Au premier rang l'État central. L'augmentation consécutive des ressources fiscales entretient cependant une certaine confusion sur sa signification réelle, son contenu intrinsèque : s'agit-il d'un processus non avoué de blanchiment ou plutôt d'une péréquation discrète réalisée par la puissance publique sur les biens de consommation acquis illégalement ? Toute la palette de la fiscalité s'y trouve représentée : impôts sur les revenus officiellement déclarés, TVA sur les produits de luxe, charges diverses, taxes sur les signes extérieurs de richesses...

– La pression sur l'offre de services publics due aux consommations excessives d'eau, d'électricité ou d'assainissement-voirie dans les quartiers résidentiels ségrégués accroît en partie l'aisance financière des municipalités. Cette facturation onéreuse de consommations publiques n'est d'ailleurs pas vierge de possibilités de recyclage de l'argent « sale » comme dans le cas du paiement régulier de loyers.

– Les municipalités perçoivent enfin une partie des profits illégaux sous la forme de taxes foncières et d'habitation que l'explosion du parc résidentiel haut de gamme induit (la *Riviera* française, les villes andalouses, les centres balnéaires au Mexique).

3° Et *last but no least* tous les fournisseurs de prestations de nature illégale qui gravitent autour des gangsters économiques et des mafieux (Taylor R. T., 2011 ; Stern B., 2011) : faussaires en tous genres, sociétés de mannequinat officiel (en réalité de prostitution), *dealers* de drogues, vendeurs d'armes, sicaires, trafiquants d'animaux... Pour ce genre de bénéficiaires, tout retour à un travail normé avec salaire et horaire fixes est différé *sine die* en raison des avantages en termes de pouvoir d'achat et de reconnaissance sociale.

Les comportements de consommation n'étant jamais faciles à détacher de la psychologie des personnalités, du milieu social d'appartenance, du contexte historique dans lesquels sont immergées les valeurs de la culture locale d'acquisition, cette hétérogénéité structurelle conduit en fait à complexifier leur signification économique et sociale. À une nuance près : le biais déterministe de l'origine sociale des usagers de l'argent illicite ne surgit pas d'une façon claire, évidente, de la simple observation des acteurs : le pauvre devenu riche par l'argent illégitime et l'héritier riche manifestent, au travers des modes de consommation de biens de grande valeur économique, leur solidarité interclassiste indéfectible vis-à-vis du train de vie qu'ils mènent. Avec un avantage non négligeable spécifique pour les criminels, les dépenses élevées, exclusives ont en outre le mérite de les convertir en citoyens respectables, légitimes de la société (Burin des Rosiers Ph., 1995).

À ces observations sur les bénéficiaires, ajoutons quelques précisions concernant le profil des usagers des flux illicites :

1° Pour les catégories modestes dont le pouvoir d'achat quotidien est amélioré en raison de leur participation à la production et à la commercialisation de biens ou de services illégaux, les moyens financiers supplémentaires obtenus incitent à un surcroît de consommation sous la forme de biens courants (aliments, vêtements, objets). Le paysan producteur de feuilles de coca, le passeur ou la mule porteuse de drogues, la prostituée, le trafiquant multicartes à la petite semaine, le fonctionnaire faussaire de documents officiels, l'employé subalterne de banque récepteur de fonds douteux, etc. orientent les revenus additionnels vers la satisfaction de besoins fondamentaux ne pouvant être assouvis par les seuls gains monétaires d'un travail légal. Les acquisitions dépassent également le cadre de la stricte survie pour déborder en dépenses immobilières (amélioration de l'habitat existant, acquisition d'un terrain ou d'un logement social...), en achats d'équipements électroniques divers (télévision, ordinateur, appareils ménagers). Lorsque l'amélioration de l'ordinaire des pauvres ou des classes moyennes est atteinte, le pouvoir d'achat accru favorise non seulement une adhésion unanime aux normes sociales de la consommation mais tend à imiter le style de consommation des voyous urbains (Stern B., 2011). L'imitation des petits caïds de banlieues enrichis grâce à leurs multiples trafics – modèles artistiques pour certains chanteurs de *rap* dans de nombreux *clips vidéos* – est largement présente auprès de la jeunesse qui s'identifie à leurs stéréotypes tapageurs. La tyrannie de la marque n'est nullement réservée aux élites fortunées ou aux bourgeois établis.

2° Pour les riches criminels², le luxe ostentatoire de la consommation semble la règle permettant d'intégrer avec efficacité les réseaux sociaux réservés à l'oligarchie planétaire (Frank R., 2010 ; Taylor R. T., 2011). Plus le prix du ticket d'entrée s'avère élevé, plus la volonté de faire partie du club exclusif des millionnaires s'exacerbe sous la forme d'un engagement continu dans d'énormes frais de représentation afin d'attirer l'attention et le regard. Au premier rang, le montant stratosphérique des dépenses d'accès à la propriété foncière et immobilière de *standing* dilapide une part importante de l'argent illicite. Un point intéressant renvoie plus particulièrement à la signification sociale de l'habitat : au-delà de la satisfaction d'un besoin banal de logement, celui-ci matérialise un espace culturel ouvert vers les autres où la légitimité sociale se construit en permanence par l'ostentation (Burin des Rosiers Ph., 1995).

L'acquisition ainsi que la rénovation luxueuse d'appartements ou de *mansions* canalisent en fait les dépenses résidentielles sans que celles-ci se réduisent aux murs et à la division interne des pièces d'habitation. Les sommes consacrées à leur décoration (meubles, rideaux, tapis, œuvres d'art, etc.) accompagnent la présence d'équipements intérieurs haut de gamme (piscines, *jacuzzis*, caves à vin, garages avec multiples emplacements...). À cela s'ajoutent les nombreux artefacts liés aux divertissements et aux loisirs à domicile pour lesquels on dépense sans compter : dédiés aux activités ludiques, ces appareils électroniques sophistiqués (chaînes stéréo, cinéma *home center*...) servent lors des réceptions données dans les résidences entièrement remodelées au goût des nouveaux riches. Les diverses invitations festives (réunions sociales, événements familiaux, *fiestas*) sont agrémentées des mets et des boissons les plus exquis.

Si le champ de l'espace national ne suffit pas à résorber les surplus illicites, reste la possibilité de consommer à l'étranger comme voie alternative de prestige. Au sein des nations industrialisées de renommée internationale, le volume plus ou moins élevé des dépenses qui y sont réalisées remplit le rôle d'un indicateur d'attractivité sociale. L'accumulation des propriétés rurales se réalisant en général sous certaines circonstances ou raisons sociales particulières, les quartiers huppés des métropoles du monde globalisé (Paris, Londres, New York) sont l'objet d'une convoitise permanente de la part des voyous de haut vol. Le fait d'être propriétaire d'appartements ou d'hôtels particuliers bien situés aide en effet à renouer, sans aucune interruption, avec le train de vie déployé sur l'espace national :

2. Par cette expression nous entendons les usagers se répartissant sur tout le spectre social de la criminalité de haut vol : barons de la drogue, délinquants en col blanc, hommes politiques corrompus, etc.

la problématique réelle des biens mal acquis par des élites politiques mondiales illustre leur propension à dépenser les fonds publics détournés (corruption) dans les capitales de la planète.

Enfin, l'analyse des pratiques de consommation dynamisées par les revenus illicites ne se réduit pas à la possession de biens ou de patrimoines matériels onéreux mais s'élargit à la palette des prestations de services que représente la tendance à la marchandisation des êtres humains (López López A., Ferrand J.-C., 2009 ; Cacho L., 2011) : depuis les manipulations esthétiques des corps en passant par la prostitution jusqu'aux trafics d'organes, rien ne semble échapper aujourd'hui au pouvoir délétère de moyens de paiement capables d'assouvir nombre de désirs déviants. Avec ces consommations transgressives, l'argent dévoile en définitive son identité originelle signifiant concrètement un retour à la case de départ du financement réel. Dès lors la pseudo-neutralité sociale de la dépense ne peut plus être invoquée sous le prétexte de méconnaissance des sources financières de son dynamisme.

Argent illicite et consommation

La dépense est-elle une activité utile ?

Si l'on écarte la question de l'amont de la consommation financée par l'argent illicite, une autre indétermination apparaît concernant la signification de l'utilisation des ressources excédentaires. Plusieurs thèses sont à évoquer même si leur champ d'analyse n'aborde pas directement la dimension illégale de leur financement ; elles sont regroupées en deux ensembles différenciés selon un critère discriminant d'activité ou de non-activité de la consommation :

Selon Thorstein Veblen, depuis l'aube des temps, l'appropriation historique d'un surplus de ressources obtenu par la guerre, la croyance ou le prestige³ a permis à certains groupes sociaux dominants (guerriers, prêtres, nobles) d'abandonner progressivement les travaux pénibles de survie puis les tâches de recherche de richesses⁴ pour se consacrer aux loisirs à temps plein. L'autonomie de ces minorités puissantes (« classe oisive ») par rapport à la production économique du reste de la société s'est en fait développée grâce à la disponibilité quasi héréditaire d'une « puissance pécuniaire » autorisant – au-delà de la satisfaction des besoins d'alimentation, d'habillement et de

3. La prédation (« la mainmise ») comme moyen d'accumulation de richesses devant disparaître peu à peu de la vie quotidienne sous l'influence croissante du progrès industriel.

4. Pour T. Veblen, le loisir renvoie à la nature indigne du travail : « [Le loisir] exprime la consommation improductive du temps qui 1° Tient à un sentiment de l'indignité du travail productif ; 2° Témoigne de la possibilité pécuniaire de s'offrir une vie d'oisiveté... » (T. Veblen : *Théorie de la classe de loisir*, p. 31).

logement attachés à leur position supérieure dans la société – des dépenses de maintien de rang social ou de prestige politique :

« Dans toute société industrielle, l'assise la plus fondamentale de bon renom, c'est la puissance pécuniaire ; le moyen de briller en ce domaine, et par là de se faire ou de garder une bonne réputation, c'est d'avoir du loisir et de consommer pour la montre... » (T. Veblen : *Théorie de la classe de loisir*, p. 57).

Avec le triomphe de la bourgeoisie moderne au XIX^e siècle, l'oisiveté pour l'oisiveté n'est plus prisée comme moyen de reproduire à l'infini un train de vie dispendieux, d'ailleurs en voie d'épuisement générationnel. L'heure étant à l'accumulation du capital et à son corollaire financier l'épargne boursière, l'ère de la consommation surgit alors comme réponse économique à la production de masse de biens et services de moins en moins sophistiqués. La rente foncière ou politique cède ainsi de plus en plus la place à la spéculation financière laquelle offre l'avantage presque magique (mais aussi l'inconvénient inverse) de bâtir (détruire) d'immenses fortunes à une vitesse vertigineuse. Rappelons que les patrimoines constitués par les grands banquiers ou industriels nord-américains de l'époque (les fameux « barons voleurs ») n'ont pas toujours été érigés dans le strict respect des timides lois et réglementations visant à réguler les activités, les secteurs susceptibles d'être les cibles de la prédation économique.

Quoi qu'il en soit, les usages de l'argent des nouveaux riches ne peuvent plus épouser les besoins des classes laborieuses assouvis par les biens et les services industriels. Acquérir les objets de la consommation populaire serait en effet une véritable déchéance sociale, reviendrait à ne plus « tenir son rang ». Faire de l'argent en grande quantité devient l'outil essentiel pour promouvoir une culture des loisirs où tout ne serait plus que luxe et prestige ostentatoires (Frank R., 2010 ; Taylor R. T., 2011) : les bâtisses immenses (*mansions*) aux architectures extravagantes fleurissent, les voitures de luxe avec chauffeur en livrée sillonnent les quartiers résidentiels chics, les terrains de golf poussent comme des champignons, les croisières transatlantiques somptueuses sur des paquebots-villes se multiplient, les associations culturelles et les clubs sociaux réservés à l'élite économique se créent, etc. L'opulence consumériste est désormais à l'ordre du jour, elle-même révélatrice du profond esprit de rivalité sociale qui anime cette classe de loisir.

Ce qu'il faut retenir de Thorstein Veblen, c'est que les excédents tirés de l'activité capitaliste ou de la finance s'avèrent utiles pour promouvoir une consommation réservée à une classe oisive soucieuse de son appartenance/apparence sociale. La dépense ostentatoire est active dans la mesure où elle crée un marché certes ségrégué (luxe), de rares débouchés à haute valeur ajoutée mais non déconnectés de l'économie réelle ou des

bourses internationales. Consommer des loisirs représente en quelque sorte le prolongement de l'accumulation de richesses, la valorisation *a posteriori* du capital productif sans lesquels le système risquerait de périr. Un peu plus tard, le capitalisme fordien, grâce à l'extension de la frénésie d'acquisitions au reste de la population salariée, permettra de différer le risque d'un effondrement systémique : jusqu'à la crise de 1929 et jusqu'aux autres ruptures majeures qui surviendront ultérieurement révélant les défaillances patentes de la logique dominante du crédit à la consommation pour tous. L'acte de consommer n'est donc pas passif, coïncide même avec l'expansion d'une offre – sélective ou non peu importe – de plus en plus subordonnée à un marché solvable que nourrit une économie capitaliste dynamique. La thèse de la dépense active considère finalement le loisir des riches oisifs comme une opportunité de moderniser à moindres frais le capitalisme par diffusion, vers l'ensemble des consommateurs américains, des innovations liées à la création de produits de luxe.

Avec Georges Bataille, on change de registre puisque la thèse fonctionnaliste précédente sur l'utilité⁵ de la dépense est contestée. Ce dernier constate au départ que l'activité humaine se trouve souvent réduite à la capacité d'acquiescer, de conserver ou de consommer sans que soit prise en compte la « dépense improductive ». S'il reconnaît l'importance irréfutable de la satisfaction des besoins minimaux des individus sous la forme d'une dépense vouée à la vie et à la poursuite de l'activité productive en société, il regrette toutefois que soit systématiquement exclue de la réflexion la dépense improductive, pratique sociale qui aurait pourtant rempli un rôle fondamental tout au long de l'histoire de l'Humanité. Par dépenses improductives, il faut plus précisément entendre :

« Le luxe, les deuils, les guerres, les cultes, les constructions de monuments, les jeux, les spectacles, les arts, l'activité sexuelle perverse (c'est-à-dire détournée de la finalité génitale) représentent autant d'activités qui, tout au moins dans les *conditions primitives*⁶, ont leurs fins en elles-mêmes... Elles constituent un ensemble caractérisé par le fait que dans chaque cas l'accent est placé sur la *perte*⁷ qui doit être la plus grande possible pour que l'activité prenne son véritable sens... » (p. 23-24).

N'étant pas prisonnière d'une économie bornée par la finitude des besoins, la notion de dépense improductive a le mérite d'expliquer des phénomènes sociaux liés à des utilisations atypiques de richesses au sein de sociétés « archaïques » : la destruction spectaculaire des richesses, les sacrifices humains, le don, le contre-don... Pour Georges Bataille, à l'opposé

5. La notion même d'utilité est critiquée dans la mesure où elle serait délibérément restreinte à sa seule composante matérielle.

6. Italiques de B. C.

7. Italiques de G. Bataille.

des principes fondateurs de l'économie classique, l'échange ne répond pas uniquement au besoin d'acquiescer – comme c'est le cas aujourd'hui – mais peut relever parfois d'un comportement, pleinement assumé sur le plan social, de destruction et de perte. Pouvoir ne signifie pas seulement avoir dans la mesure où le pouvoir des classes dominantes se construit aussi dans la dépense infinie, pouvant apparaître à première vue irrationnelle en référence aux normes du calcul comptable moderne. Par contraste avec Thorstein Veblen, Georges Bataille considère d'ailleurs que la bourgeoisie moderne se différencie nettement de l'aristocratie par le fait que sa dépense ne concernerait qu'elle-même. Celle-là dilapiderait sa fortune pour soi en opposition radicale avec les prodigalités censées caractériser l'époque féodale. La « haine de la dépense » serait par conséquent le moteur explicatif de sa domination qu'elle chercherait à maintenir – au moyen de l'avarice généralisée – en évitant de montrer l'état réel de ses richesses.

L'intérêt fondamental de la pensée de Bataille réside dans une analyse non *économiste* de l'échange au sein des sociétés : la circulation-répartition des marchandises et la dynamique des relations humaines n'obéissent pas nécessairement aux règles formelles, comptables de l'intérêt individuel. Des finalités extra-économiques (la solidarité, la gratuité, le mécénat) régulent la vie sociale sans que celles-ci soient par ailleurs antinomiques avec la domination économique du marché dans d'autres champs de l'échange. Cela montre cependant que le terme « improductif », que l'on serait tenté de juxtaposer à ces dépenses, n'est ni à généraliser ni à justifier sans précautions si l'on perd de vue qu'il s'agit d'une conception non marchande de l'échange. La question de leur supposée improductivité signifie plutôt une référence implicite à une évaluation entre des coûts et des bénéfices qu'elles engendraient éventuellement. Comme l'on se situe dans une logique sociale de l'échange où l'économie solidaire est prépondérante, la rationalité gestionnaire du capitalisme ne peut par conséquent s'appliquer à ce type de dépenses.

En ce sens, la pensée de Bataille reste encore d'actualité quand bien même la notion de perte associée à celle de « part maudite » (*cf. supra*) mériterait d'être requalifiée, adaptée au contexte actuel de la consommation globalisée : malgré l'existence de nombreux gaspillages dans tous les domaines, la globalisation ne conçoit la perte que sous l'angle strictement économique et financier (Frank R., 2010). Celle-ci est la résultante d'imperfections du marché qui sont sanctionnées en fin de compte par la disparition des entreprises (faillites) et les licenciements des salariés. L'apparition récurrente de crises majeures non désirées serait alors due plus particulièrement aux défaillances dans la régulation de l'endettement (privé/public) stimulé par le crédit ou l'argent douteux.

En d'autres termes : la rationalité instrumentale dominante ne permet pas de décider de perdre ou de faire perdre de l'argent par la seule volonté des acteurs. L'intention de croître relève principalement d'un choix stratégique que sous-tend l'impératif opérationnel de réaliser un profit maximum à court terme. Aujourd'hui l'idée même de « travailler à pertes » exprime un non-sens économique dans la mesure où elle s'avère impossible à réaliser sciemment – à l'instar des sociétés anciennes – sous la forme d'une décision sociale qui conduirait à détruire ou à donner des biens, quels qu'ils soient, au nom d'une croyance ou d'une idéologie politique. Le fonctionnement quotidien du capitalisme globalisé requiert en effet la conjonction de pouvoirs marchands décentralisés ayant pour objectif commun le maintien du financement des dépenses de consommation internationale.

Réduction économique des désirs aux besoins

Ce qui est dérangeant pour l'économie standard relève de n'importe quelle situation matérielle qui déroge à une contrainte limitant artificiellement les besoins du consommateur. C'est pourquoi le budget prévisible, le revenu disponible dans un temps non précisé fixent dès le départ les préférences de consommation ajustées à l'aide d'un niveau variable des prix. Entre ces deux bornes, la maximisation des satisfactions intervient si efficacement que rien ne semble s'opposer à ce que les marchandises trouvent toujours preneurs, ne comblent complètement les fameux besoins du consommateur. Ceux de *l'homo œconomicus* se résument en deux catégories frustes dont le contenu fleure un bon sens en apparence incontestable : les besoins primaires renvoient à la survie de l'espèce humaine qui, dès qu'elle sera nourrie, protégée et vêtue pourra enfin se livrer aux joies du confort matérialiste en acquérant des biens secondaires, plus sophistiqués. Intemporalité, flexibilité et rationalité sont les qualités principales de cette figure abstraite opérant un contrôle des quantités sous la double règle du revenu disponible et de l'oscillation des prix (Radkowski G. H., 1980).

Mais qu'advient-il lorsque les obligations financières existantes sont dépassées par un afflux brutal de ressources étrangères au financement à crédit ? Que se passe-t-il non seulement d'un point de vue quantitatif (accroissement des acquisitions) mais pour les seuils de satisfaction et les objets sur lesquels ils se reportent ? Les motivations de consommer des acteurs se trouvent-elles également modifiées en profondeur ? Sur le thème des rapports entre l'argent illicite et la consommation, la théorie du consommateur « rationnel » est muette face à une configuration d'excédent monétaire ne provenant ni d'un revenu légal ni du crédit à la consommation. Certes un ensemble d'effets bien connus des observateurs des économies

rentières se manifeste au niveau macroéconomique lors de l'injection de liquidités illicites ; en termes de coûts globaux, on observe :

- Des déséquilibres intrasectoriels au sein de la production nationale qui favorisent des catégories spécifiques de biens de consommation : concurrence entre certains produits de luxe fabriqués localement et des biens courants ou durables, croissance des importations de biens de marque internationale, processus de désindustrialisation par désintérêt pour le profit capitaliste (rente illicite privilégiée) etc.

- Des clivages intersectoriels susceptibles d'approfondir les inégalités spatiales ou résidentielles prévalentes : une désaffection pour l'agriculture, jugée peu attractive, profite en partie à l'immobilier urbain haut de gamme, l'abandon de l'entretien des infrastructures publiques suit de près la croissance rapide des réseaux privés en ville (TV câble, haut débit informatique), le département des banques lié à la gestion des grandes fortunes déplace celui du financement du logement social...

- Un gain d'inflation induit par la demande et les prix : l'augmentation des revenus illégaux disponibles dynamisant brutalement la demande globale – de nature souvent spéculative – exerce une pression inflationniste générale par absence de production locale équivalente. Ce renchérissement du coût de la vie a une double incidence sociale en termes de transfert de richesses : l'inflation des prix de détail affecte d'une part les couches sociales éloignées du surplus illicite (les bénéficiaires de revenus fixes : salariés, assistés sociaux, retraités et veuves, etc.) par un creusement continu des inégalités préexistantes. Il s'agit en quelque sorte d'un glissement vers des seuils de pauvreté comme dans le cas du déclassement des classes moyennes. D'autre part, comme nous l'avons vu, l'accroissement du volume des importations de marchandises entre en concurrence directe avec l'industrie locale laquelle a énormément de mal à résister en termes de prix et de qualité des produits. Les fermetures d'usines et de commerces liées au marché intérieur entraînent par ailleurs un supplément de chômage et de sous-emploi en partie compensés par une intensification des flux migratoires.

- Enfin, si l'intervention politique conjuguée à l'action économique n'est pas toujours insensible aux ressources financières parallèles servant à irriguer les campagnes électorales ou la réalisation de projets industriels ambitieux (populistes), les hommes de pouvoir ont désormais un rapport plus décomplexé, une attitude de moindre culpabilité vis-à-vis de l'argent – douteux ou non – qui leur permet d'exposer au grand jour certaines affinités consuméristes avec l'oligarchie financière contemporaine (Frank R., 2010 ; Taylor R. T., 2011). Au sommet de la pyramide sociale, par la capture des sources d'argent et la dépense ostentatoire, l'État globalisé participe au mouvement général de redistribution internationale des rentes illicites avec

le risque non négligeable d'y perdre le peu d'indépendance décisionnelle qui lui reste encore.

Au niveau des ménages, la dépendance croissante vis-à-vis de l'argent douteux se traduit sous la forme d'un déséquilibre quantitatif entre les montants de revenus licites et ceux de provenance illégale : la proportion s'inverse au détriment de la première contribution jusqu'à ce que la participation des fonds illicites devienne finalement dominante dans le budget familial. Et cela pour une raison simple : préserver le niveau de consommation atteint impose en fait d'obtenir ailleurs des quantités monétaires égales ou supérieures à celles de l'illégalité. Au fur et à mesure la perspective de revenir à une relative autonomie financière grâce aux revenus plus importants d'une activité professionnelle légale, d'un travail rémunérateur s'éloigne à grande vitesse. Sans doute parce que les différences et les comparaisons entre revenus comptent autant que le revenu lui-même (Frank R., 2010) : d'un point de vue psychologique, avoir aujourd'hui un niveau de vie beaucoup plus élevé qu'hier empêche de percevoir concrètement qu'il puisse baisser à l'avenir. La situation relative de nos revenus nous importe au moins autant – sinon plus pour certains – que notre fortune en valeur absolue. Nous sommes prêts à tout pour conserver cette pension à consommer dans le présent le plus immédiat.

Car la globalisation a permis d'éliminer les quelques barrières éthiques préexistantes qui reposaient auparavant sur les hypocrisies sociales de la discrétion et de la retenue autour des actes de consommer, principalement des riches. Aujourd'hui pauvres et riches ne s'embarrassent guère de telles précautions superflues. Les signes de la réussite financière – qu'elle soit de provenance douteuse ne change d'ailleurs rien à l'affaire – s'affichent en privilégiant le quotidien de consommations dérivées du pouvoir économique mondialisé (Taylor R. T., 2011) : artefacts électroniques nomades, *tuning* des corps et des objets, style de vie itinérant, tyrannie des *logos* et des marques, etc. Leur diffusion suit le mécanisme de l'imitation consensuelle dans un vain effort pour atteindre une reconnaissance sociale jamais définitivement assurée. Le consumérisme tapageur des narcotrafiants et des grands escrocs contemporains ne leur a valu qu'une admiration intéressée, temporaire sans l'intégration sociale recherchée en dépit des nombreuses prodigalités offertes. Imiter par ailleurs le mode de consommation des classes supérieures recèle en soi la possibilité de rivaliser avec elles, plus encore lorsque les fonds illicites disponibles sont substantiels. La rivalité par la dépense ostentatoire échappe rarement au domaine du prestige comme instrument d'un pouvoir à conquérir. Mais subsiste le risque non négligeable d'attiser des jalousies rancunières face aux excès de consommation en suscitant des investigations sur des revenus non justifiés par un travail légal (Burin des Roziers, Ph., 1995).

Hégémonie des désirs et globalisation

Depuis le début de la décennie 2000, la dynamique du consumérisme mondialisé s'accompagne parallèlement d'un effondrement des objectifs éthiques qui encadraient de manière formelle les transactions économiques et financières de la planète. La succession de scandales financiers, la progression de la criminalité internationale ont montré combien il s'avérait illusoire de pérenniser le mythe de la pureté de la finance contemporaine dès lors que celle-ci constitue l'espace privilégié de la production et du recyclage des sommes d'argent interlope. Or la dénonciation sociale du mythe ne suffit pas si l'on omet de souligner que l'itinéraire des profits, résultant d'un acte de corruption ou d'un mécanisme frauduleux, ne s'achève nullement dans le secret des comptes des institutions financières ou des paradis fiscaux. Trop s'inquiéter sur la multiplication récente de sources de revenus hors la loi conduit à moins réfléchir sur leur conversion chronique en marchandises et services les plus variés.

En effet, malgré le peu d'informations disponibles, les criminels de la planète ne sont pas uniquement des « faiseurs » d'argent dans la mesure où ils consomment aussi selon leurs préférences personnelles et sociales. L'observation de leurs dépenses devient par la même intéressante même si l'on sait que leur contenu – pour les plus fortunés d'entre eux – est en partie assimilable à celui des classes supérieures aisées. Ayant accumulé des richesses grâce à la transgression des législations existantes, ces criminels ne manifestent en réalité aucune velléité de contestation vis-à-vis de l'ordre global actuel, des valeurs dominantes de la société de consommation mondiale : le statut social par les objets sophistiqués, la prodigalité dans les acquisitions, la dépense ostentatoire et somptuaire ne sont plus aujourd'hui l'apanage de l'élite internationale obligée de céder un peu de son mode vie à des rivaux gênants. D'autant plus que, par expérience, ils savent mieux que quiconque manier l'instrument de la rivalité même dans le cadre de la consommation. La violence originelle de leur fortune n'est jamais très loin dès lors qu'ils poussent à l'extrême la logique de « l'usine à rêves » du consumérisme mondialisé (Burin des Rozières, Ph., 1995 ; Stern B., 2011) : des désirs normés par la possession de biens matériels ne correspondent qu'à un *pouvoir d'achat* permettant de les assouvir.

Ce matérialisme hystérique s'avère frustrant quand une partie des désirs ne peut être réduite simplement à de l'Avoir (Radkowski G. H., 1980). Même lorsqu'elle triomphe, la rivalité mimétique par la consommation d'objets onéreux exprime une domination économique temporaire, un pouvoir partiel susceptible d'être remis en cause à tout moment par n'importe quel super-riche. Le regard de l'Autre est certes capital pour asseoir le statut social mais il ne peut remplacer le pouvoir réel sur les

hommes et les femmes. Or, la domination politique pacifique – à l'exception de la corruption et des privilèges pour accéder à des postes rentiers – a ses propres limites et ne constitue pas à coup sûr une voie efficace pour atteindre cet objectif. La consommation financée par les produits financiers de la criminalité peut y contribuer en favorisant la réalisation des désirs les plus débridés grâce à la puissance pécuniaire (López López A., Ferrand J.-C., 2009 ; Cacho L., 2011) : les manipulations corporelles, la prostitution de luxe, la pédophilie organisée, le trafic des organes, etc. n'ont d'existence viable que par la présence d'une demande à la solvabilité illimitée qui « satisfait » un marché de consommateurs.

Tout le genre humain est donc appelé à devenir marchandise parce qu'un jour il entrera en rapport – plus ou moins direct – avec de l'argent de provenance occulte. Cette marchandisation réifie, chaque jour de plus belle, le comportement de millions d'hommes et de femmes : on vend non seulement une force de travail exploitée mais aujourd'hui jusqu'à la personne entière. Ne connaissant pas la crise, les marchés du sang, du sperme et des organes par exemple fournissent en « pièces de rechange » une clientèle fortunée ayant l'entregent social nécessaire, la connaissance indispensable des réseaux illégaux d'approvisionnement susceptibles de satisfaire ses désirs, même les plus morbides. La demande internationale est telle que de puissants malfrats procèdent à toujours plus de séquestrations, d'enlèvements ou de mutilations. On savait que la finance globalisée n'avait pas de frontière éthique mais on ignorait jusqu'à une date récente que certains espaces de consommation échappaient totalement aux valeurs humanistes, au respect de l'intégrité physique des êtres humains. Le consumérisme mondialisé est bien le reflet de la société dont l'idéal de bonheur matérialiste imite le luxe ostentatoire, envie la beauté artificielle et exalte les désirs interdits, toutes caractéristiques qui définissent le style de vie de l'oligarchie actuelle, encore peu accessible aux masses.

Conclusion

Derrière le phénomène de la consommation maudite gît un ensemble de représentations téléologiques du bonheur qui dépassent la simple accumulation compulsive d'objets et de services courants. Les pratiques mentionnées ici – condamnables lorsqu'elles affectent parfois directement l'intégrité physique et psychique des personnes – expriment en réalité des aspirations sociales d'une vie meilleure, à plus ou moins long terme, que l'abondance conjoncturelle d'argent illicite permet d'atteindre. Même dans leur paroxysme, les désirs dévoilés par la frénésie hétérogène de dépenses concernent moins une amélioration, visible bien qu'éphémère, des styles de consommation qu'une recherche de légitimité sociale *via* une puissance pécuniaire de consommer à l'infini.

Ce qui ressort des multiples acquisitions renvoie en dernière instance à un véritable projet d'oblitération des origines illégitimes des ressources monétaires permettant soit de soutenir un train de vie élevé soit d'améliorer l'ordinaire du quotidien des classes sociales qui en bénéficient. Plus l'argent illicite est distribué régulièrement dans les différents circuits commerciaux, plus s'éloigne le danger latent d'une identification possible des sources douteuses de sa création. En raison de sa fongibilité constitutive, la monnaie licite ou non s'évapore alors sous la forme d'une dépense généralisée de biens et de services et, au sens propre du terme, consume ainsi les empreintes criminelles initiales. Outre les satisfactions immédiates offertes aux bénéficiaires, ce processus de consommation sous perfusion acquiert une efficacité optimale lorsque qu'intervient la séparation définitive, irréversible, entre les étapes de formation et d'utilisation des fonds illicites. Le moindre lien, même le plus ténu avec l'économie illégale ayant entièrement disparu, le cycle de l'argent « facile » peut se reproduire sans entrave au travers d'une dépense élargie aux désirs irrationnels, aux perversions humaines.

Un rapprochement avec la situation critique que traverse aujourd'hui le mouvement de globalisation semblerait à première vue inconvenant en raison de la dimension et de la nature des problèmes observés : entre une économie mondiale en proie à un endettement généralisé gros de futures récessions et l'insolent dynamisme économique et financier des entreprises mafieuses de toutes sortes, aucun point commun évident ne surgit à première vue alors qu'au contraire les différences factuelles abondent. Si l'on s'abstrait un moment des données brutes pour considérer les logiques à l'œuvre, ce parallélisme iconoclaste se révèle moins surréaliste qu'il n'y paraît au départ.

Qu'observe-t-on en effet depuis l'éclatement de la crise des marchés financiers en 2008 aux États-Unis ? Qu'une filière spécifique de l'immobilier résidentiel – destiné essentiellement aux couches défavorisées de la société américaine, les célèbres *subprimes* – figurait en bonne place parmi les facteurs principaux de déclenchement de *krachs* boursiers et de paniques bancaires aux effets collatéraux toujours d'actualité : fragilité des systèmes financiers, problème de la dette souveraine européenne, fluctuations erratiques des monnaies, ralentissement de l'économie mondiale, accroissement du chômage et de la précarité sociale... Or le financement de ces logements sociaux avait également employé les astuces de l'ingénierie financière – un schéma de fraude à la *Ponzi* – pour lever la contrainte d'endettement de consommateurs aux faibles revenus exclus généralement de l'accession à la propriété. La dilution systématique du risque de leur insolvabilité par le biais d'une stratégie de rachats permanents des crédits hypothécaires a eu comme conséquence fatale de dissocier la réelle valeur économique du logement de son prix spéculatif, lui-même

adossé à une montagne de papiers. Jusqu'au moment où la faillite sporadique d'un rehausseur de crédits entraîna une demande massive de remboursements auprès des modestes propriétaires dans l'impossibilité matérielle de payer les sommes élevées exigées : c'est à ce moment que l'on découvrit les aspects frauduleux des *subprimes*, lesquels avaient fait miroiter l'espoir d'un accès à la propriété pour les plus défavorisés, tout en occultant leur finalité réelle : spéculer financièrement sur les désirs humains.

La même philosophie est à l'œuvre dans le cas des dépenses nourries par les revenus illicites : dynamique artificielle des besoins et des désirs soutenue grâce à des liquidités d'origine suspecte. Car l'absence d'une régulation internationale des marchés financiers a pour pendant l'inefficacité des contrôles qui pourraient contenir la croissance stable des illégalités économiques et financières. Après les problèmes d'endettement privé à l'origine de la plus importante crise financière depuis les années 1930, n'a-t-on pas assisté à partir de 2008 à une entreprise systématique de déresponsabilisation des institutions financières ? Le prétexte fallacieux de l'*aléa moral* utilisé à propos, l'absorption des obligations toxiques et des pertes de toutes sortes par les États mobilisés en hâte ont permis d'éliminer toute cause impliquant les marchés dans la crise. À tel point que le thème de la dette publique est devenu le *leitmotiv* récurrent des acteurs privés et des gouvernements de la planète. Au-delà d'une similitude formelle, c'est une démarche sur le fond identique – sans toutefois la diabolisation des criminels – qui caractérise le manque d'intérêt intellectuel et politique pour la dimension occulte de la consommation. Tant que la demande effective soutient durablement l'expansion économique des services globalisés, peu importe finalement que son financement soit complété par des ressources criminelles : les moyens financiers étant en adéquation avec la fin (faim) de consommer, aucune contestation intempestive n'est en réalité à craindre qui viendrait contrarier l'avènement supposé inéluctable de la globalisation heureuse.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAKER W. Raymond, 2007 : *Le talon d'Achille du capitalisme. L'argent sale et comment renouveler le système d'économie de marché*, Paris, alTerre, 462 p.
- BATAILLE Georges, 1949 : *La part maudite précédé de la notion de dépense*, Paris, Les Éditions de Minuit, 190 p.
- BURIN DES ROZIERES Philippe, 1995 : *Cultures mafieuses. L'exemple colombien*, Paris, Stock, coll. « Au vif », 403 p.
- CACHO Lydia, 2011: *Esclavas del poder. Un viaje al corazón de la trata sexual de mujeres y niñas en el mundo*, Barcelone (Espagne), Debolsillo, 318 p.
- FRANK ROBERT H., 2010 : *La course au luxe. L'économie de la cupidité et la psychologie du bonheur*, Paris, Éditions Markus Haller, 446 p.
- LÓPEZ LÓPEZ Andrés, FERRAND Juan Camillo, 2009: *Las Fantásticas, las mujeres del Cartel. Un viaje al extraordinario mundo de las mujeres de los narcos*, Mexique, Aguilar, 477 p.
- RADKOWSKI Georges-Hubert (de), 1980 : *Les jeux du désir*, Paris, PUF, coll. « Croisées », 262 p.
- STERN Babette, 2011 : *Narco Business. L'irrésistible ascension des mafias mexicaines*, Paris, Max Milo Éditions, coll. « Essais-Documents », 284 p.
- TAYLOR Roger Tom, 2011: *Crass struggle. Greed, glitz and gluttony in a Wanna-Have World*, Montréal, Canada, Mac-Gill Queen's University Press, 487 p.
- VEBLEN Thorstein, 1899 : *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, coll. « Tel », 1970, 278 p.

ANNEXES

Tableau : Flux annuels transfrontaliers de l'argent mondial en milliards de dollars américains.

| | <i>Global en Md\$</i> | | <i>Économies en développement et transition (en Md\$)</i> | |
|------------------------------------|-----------------------|--------------|---|------------|
| | Haut | Bas | Haut | Bas |
| <i>Argent sale</i> | | | | |
| <i>Criminel</i> | | | | |
| Droque | 200 | 120 | 90 | 60 |
| Articles contrefaits | 120 | 80 | 60 | 45 |
| Fausse monnaie | 4 | 3 | 2 | 1 |
| Traite humaine | 15 | 12 | 12 | 10 |
| Commerce illégal d'armes | 10 | 6 | 4 | 3 |
| Contrebande | 100 | 60 | 40 | 30 |
| Racket | 100 | 50 | 30 | 20 |
| Total partiel | 549 | 331 | 238 | 169 |
| <i>Corruption</i> | 50 | 30 | 40 | 20 |
| <i>Commercial</i> | | | | |
| Faux prix | 250 | 200 | 150 | 100 |
| Manipulation des prix de transfert | 500 | 300 | 150 | 100 |
| Transactions fictives | 250 | 200 | 200 | 150 |
| Total partiel | 1 000 | 700 | 500 | 350 |
| Total | 1 599 | 1 061 | 778 | 539 |

Source : BAKER Raymond W., 2007, p. 203.

Castelli Bernard (2012)

La consommation maudite : réflexions sur l'utilisation de l'argent illicite

In : Guérin Isabelle (ed.), Selim Monique (ed.). A quoi et comment dépenser son argent ? : hommes et femmes face aux mutations globales de la consommation

Paris : L'Harmattan, p. 73-93. (Questions Contemporaines. Série Globalisation et Sciences Sociales)

ISBN 978-2-336-00646-8